



COLONISER LA CHAIR

bitraire, souvent jamais jugés. Selon les données de décembre 2024, environ 300 enfants palestiniens étaient détenus, dont 12 en détention administrative. Depuis le 7 octobre 2023, 1 200 enfants ont été arrêtés en Cisjordanie, dont 350 encore emprisonnés en avril 2025.

Abu Foul, prisonnier palestinien, a été libéré en octobre 2025 après des mois d'incarcération dans l'une des pires prisons clandestines du désert du Naqab (territoire annexé), Sde Teiman, administrée par l'armée israélienne.

Dans son témoignage sur *Al Jazeera*, il raconte les violences des tortionnaires et le processus de déshumanisation accéléré après le 7 octobre 2023. Il parle de la prison comme d'une arme qui « broie les hommes ». L'objectif de l'État sioniste est bien de broyer hommes, femmes, enfants et familles, rendant impossible tout retour à la vie civile. Comme l'écrivait Frantz Fanon, le colonialisme « n'est pas une machine à penser, ni un corps doué de raison, mais la violence à l'état brut ». La violence carcérale israélienne s'inscrit dans cette logique : elle ne commence pas le 7 octobre, elle s'y révèle à visage découvert.

Les statuts juridiques attribués aux prisonniers palestiniens, notamment la « détention administrative » héritée du mandat britannique, leur retirent tout droit fondamental. Sans inculpation ni procès, ces détentions peuvent être renouvelées indéfiniment sur la base d'un « dossier secret » inaccessible aux avocats comme aux détenus. La torture, pourtant condamnée par le droit international, est tolérée. L'armée peut même arrêter préventivement des Palestiniens qu'elle juge susceptibles de « commettre des infractions ». Sur 9 100 Palestiniens détenus, environ 3 544 sont administratifs et donc sans charge.

La vie des Palestiniens ne compte pas. Le dernier rapport sur le Dr. Adnan Al Bursh, chirurgien orthopédique de Gaza, arrêté en décembre 2023 à l'hôpital Al-Awda et torturé à mort à Ofer, en Cisjordanie occupée, en est la preuve. Francesca Albanese (rapporteuse spéciale de l'ONU) signale qu'il « aurait été violé jusqu'à la mort par ses geôliers ». Son corps n'a toujours pas été remis à sa famille et aucune explication n'a été fournie. Silence.

Silence, vous dites ? Dans le traitement médiatique du génocide à Gaza, tous les visages ne bénéficient pas de la même lumière. Lorsqu'un Israélien est pris en otage, on montre son sourire, on raconte sa vie, on attend son retour. L'otage incarne la victime absolue. En revanche, lorsque des milliers de Palestiniens sont libérés des prisons israéliennes, l'attention se dissipe. Ils deviennent une statistique, rarement une histoire médiatisée, souvent criminalisés. Les mots trahissent cette inégalité : « otage » évoque vulnérabilité et innocence ; « prisonnier » suggère faute et sanction légitime. Ainsi, le choix des mots façonne la conscience collective, justifie l'injustice et dépolitise la violence.

Nombre de ces prisonniers ne sont pas des combattants : ils sont arrêtés pour manifestations, publications, soupçons, de façon ar-

Le retour des corps des Palestiniens morts en détention le 13 octobre dernier révèle une autre dimension du déséquilibre médiatique : les signes de torture et de maltraitance qu'ils portent restent largement tus. Contusions, blessures visibles ou traces de violence physique témoignent de l'enfer traversé en prison, mais ces récits peinent à franchir les rédactions internationales. Là où le moindre otage israélien devient instantanément un visage et une histoire, la mort des Palestiniens, marquée par la cruauté, est souvent réduite à un silence ou à un chiffre. Ce silence médiatique ajoute une deuxième violence : celle de l'invisibilisation, de l'oubli imposé, qui efface non seulement la souffrance individuelle mais aussi l'humanité des victimes.

En Palestine, le corps palestinien n'est pas seulement visé : il est colonisé. La violence israélienne ne cherche pas seulement à tuer, mais à dominer, jusque dans la mort. Dans les prisons, les Palestiniens sont suspendus nus, frappés, électrocutés, privés de sommeil et de nourriture jusqu'à l'effondrement. Depuis octobre 2023, des prisonniers rapportent avoir été attaqués par des chiens dressés pour mutiler et violer. Les corps deviennent un instrument de domination coloniale.

Cette « colonialité » de la chair ne s'arrête pas à la mort. Des familles récupèrent des corps recousus précipitamment, vidés d'organes ; des cadavres d'enfants sont rendus avec la cage thoracique scisée ou le visage défiguré. Plus de 450 corps palestiniens sont restés dans des morgues. L'armée conserve parfois les dépouilles : des familles attendent des mois, parfois des années, sans pouvoir les enterrer. D'autres reçoivent des restes fragmentaires, tandis que les corps complets restent enfermés dans des chambres froides militaires. Cette politique n'est pas un débordement de guerre : c'est une stratégie coloniale, contrôler le corps, vivant ou mort. Chaque corps rendu témoigne : la colonisation israélienne cherche à effacer l'humanité palestinienne. Mais ces corps, même réduits au silence, parlent encore et restent la preuve d'un crime inscrit jusque dans la chair.

Aux prisonniers palestiniens nous voulons dire : aucune prison ne peut étouffer votre voix ; nous la porterons toujours.

Nawel, Nesrine, Darine – Militantes de l'AFPS 59-62

L'Association France Palestine Solidarité soutient les prisonniers palestiniens principalement à travers le parrainage, en envoyant des lettres pour rompre leur isolement et leur apporter un soutien moral. Elle mène également des actions de sensibilisation et de mobilisation (manifestations, conférences, campagnes) pour informer le public sur leur situation.



Pour en savoir plus : Frantz Fanon – *Les Damnés de la Terre* ; Salah Hamouri – *Prisonnier de Jérusalem* ; Stéphanie Latte Abdallah – *La toile carcérale* ; ONG Addameer et B'Tselem ; DCI Palestine « Palestinian child administrative detainees reach all-time high », 27 jan. 2025.